

Unité départementale du Val-de-Marne
Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL
sric.ud94.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 12/03/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

publié sur 
OP CORE

61 RUE JULIAN GRIMAU
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2025/N°41

Code AIOT : 0006516500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement OP CORE implanté 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine.

Suite à l'inspection du 23 janvier 2024, un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été pris le 22 avril 2024 à l'encontre de l'exploitant pour qu'il rehausse les cheminées des groupes électrogènes, dans un délai de 6 mois, conformément à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

La visite du 23/01/2025 avait pour but de faire un point sur le respect de cet article.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OP CORE
- 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006516500 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est classé selon les rubriques ICPE suivantes:

2910-A-1[E] , 4734-2-c [D], 2925-1 [D] et 1185-2-a [DC]

Contexte de l'inspection : Actions régionales | Contexte de l'inspection

Thèmes de l'inspection : AR - 1 | Suite à mise en demeure

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Hauteur de cheminées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54	Mise en demeure, déchets	Astreinte	5 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les cheminées des groupes électrogènes n'ont toujours pas été rehaussées tel que demandé dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2024.

Le délai de mise en demeure étant échu et la non-conformité n'étant pas levée, il est proposé à la préfecture de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54

Thème(s) : Situation administrative Conformité de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 23/01/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets
- Date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil.

Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière sera déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée.

Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz.

Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations situées au moment du dépôt complet et régulier du dossier d'enregistrement dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du Code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les cheminées des groupes électrogènes n'ont toujours pas été rehaussées tel que demandé dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 22 avril 2024. Les cheminées font actuellement 10m de haut alors qu'elles devraient faire 18,5m pour être conformes à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 (tel qu'évalué dans le dossier d'enregistrement de mai 2022). L'APMED laissait un délai de 6 mois à l'exploitant pour respecter cet article.

L'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande réalisé pour le rehaussement des cheminées datant du 21 octobre 2024 et le planning prévisionnel des travaux. Actuellement, les cheminées sont en cours de production. La réception du chantier et la finalisation des travaux sont prévues pour mi juin 2025.

Le délai de mise en demeure étant échu et la non-conformité n'étant pas levée, il est proposé à la préfecture de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative à l'encontre de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Modifier la hauteur des cheminées des groupes électrogènes actuels conformément à ce qui était prévu dans le dossier d'enregistrement de mai 2022 (page 55 de la PJ n°6).

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 5 Mois